

Canadian Treatment Action Council (CTAC)
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT)

◆◆◆
C. P. 203, Suite 1109B ◆ 555, rue Richmond Ouest ◆ Toronto (Ontario) M5V 3B1 ◆ Canada
Téléphone et télécopieur (416) 410-6538 ◆ Courriel ctac@ctac.ca ◆ www.ctac.ca

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le budget fédéral offre quelques bonnes nouvelles pour la santé des personnes vivant avec le VIH, mais le silence au sujet du programme d'assurance médicaments national est assourdissant

Pour diffusion immédiate

Le mardi 19 mars 2007

« Quelques éléments du budget annoncé aujourd'hui pourraient être bénéfiques pour la santé des personnes vivant avec le VIH-sida, mais le financement s'y rattachant est loin d'être adéquat », a affirmé Ron Rosenes, coprésident du CCSAT. Voici un survol des propositions de financement annoncées :

- L'engagement à réduire les temps d'attente au sein du système de santé est renouvelé, mais aucuns fonds additionnels ne seront accordés;
- Des fonds seront accordés à la Commission canadienne pour la santé mentale, point de convergence national pour les personnes s'intéressant à la santé mentale;
- 22 \$M pour l'ICIS pour améliorer son travail à l'échelle internationale;
- 35 \$M sur deux ans pour faciliter les études liées à la santé;
- 10 \$M pour l'Institut canadien de recherches avancées;
- 85 \$M par année pour les recherches ciblées relatives aux priorités, notamment les sciences de la santé;
- 500 \$M pour la formation de la main d'oeuvre;
- 105 \$M sur cinq ans pour le Programme partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones.

Les mesures qui tiennent compte des déterminants sociaux de la santé sont à valoriser quand il s'agit de lutter contre l'épidémie du VIH au Canada.

Le budget réserve de mauvaises nouvelles en ce qui concerne les autres programmes susceptibles d'intéresser les personnes vivant avec le VIH-sida. La Stratégie canadienne antidrogue visera désormais à réduire la production de drogues illicites et mettra l'accent sur la prévention et le traitement.



Rien n'est mentionné, cependant, au sujet du financement continu des services de réduction des méfaits, ce qui mettra en péril les programmes comme InSite, le centre d'injection sécuritaire de Vancouver, ainsi que les organismes voués à la réduction des méfaits sociaux, sanitaires et économiques associés aux drogues et aux politiques en matière de drogues.

Le budget propose un encouragement fiscal aux compagnies canadiennes qui acceptent de participer à des programmes internationaux visant la distribution gratuite des médicaments dans les pays en voie de développement. Toutefois, aucune mesure n'est proposée pour éliminer les barrières actuelles qui empêchent l'exportation à ces pays des antirétroviraux et des autres médicaments génériques faits au Canada.

Selon Louise Binder, présidente du CCSAT : « Ce budget reste remarquablement silencieux au sujet du financement d'un programme national de remboursement des médicaments onéreux. Il ne dit rien à propos d'une liste de médicaments nationale, l'augmentation de l'investissement dans la surveillance post-commercialisation des nouveaux médicaments ou bien le remboursement des médicaments dispendieux utilisés contre les maladies rares. »

Pour obtenir plus d'information, veuillez contacter :

Louise Binder, présidente du CCSAT
Tél. : 416.422.0114
416.457.3179

